



Réf : 228/OLUCOME/11 /2023

Bujumbura, le 09/ 11 / 2023

A Son Excellence Monsieur le  
Président de la République du Burundi  
avec les assurances de notre Plus  
haute considération.

à

**Gitega**

**Objet** : Restitution de la rencontre du Président  
de l'OLUCOME avec la diaspora burundaise  
de Canada à Montréal

Excellence Monsieur le Président,

Nous avons un grand honneur de nous adresser auprès de votre plus haute autorité pour vous présenter les grands points qui ont marqué notre rencontre avec la diaspora burundaise du Canada à Montréal en date du 14 octobre 2023 plus précisément à l'Université de Montréal.

Excellence Monsieur le Président, lors de notre rencontre avec la diaspora burundaise de Montréal nous avons échangé sur différents points et ont suggéré ce qui suit :

1. Au sujet de la planification stratégique elle-même, les burundais de la diaspora de Montréal proposent qu'il y ait plus de transparence sur ce qui n'a pas marché dans le passé et sur les moyens envisagés pour corriger le tir ;
2. Au niveau de l'Agriculture, les burundais de la diaspora de Montréal ont demandé que le Gouvernement trouve les moyens d'éviter la confrontation entre l'entreprise FOMI et Blending Fertilizer dans l'intérêt du peuple burundais. Le Gouvernement devrait d'abord enquêter de façon indépendante pour voir si les allégations contre

FOMI sont fondées avant d'envisager les sanctions. De toutes les façons, si les sanctions devaient être prises, cela ne devrait pas nécessairement mener à la fermeture des portes de l'entreprise. Les deux entreprises peuvent coexister. Bref, il faut chercher où est l'intérêt de la population y compris les nombreux salariés de l'entreprise.

3. Excellence Monsieur le Président, en ce qui concerne la carence des devises, les burundais de la diaspora de Montréal demandent :

a. Qu'il y ait de la transparence dans leur utilisation ;

b. Que le Gouvernement valorise les cultures d'exportation : café, thé et coton.

c. Éviter les conflits d'intérêts : les administratifs ne devraient pas faire du commerce car leur mandat est public, et non privé.

d. Les cadres de l'Etat qui veulent exercer le commerce devraient démissionner de leurs postes administratifs ou bien confier la gestion quotidienne de leurs affaires à d'autres personnes avec toute la transparence qu'il faut ;

e. D'encourager les investisseurs à créer des industries

4. Au sujet de l'implication de la diaspora dans le développement, les burundais de la diaspora de Montréal ont demandé qu'il faut trouver des moyens de les encourager. Ils ont souligné par exemple que le Gouvernement devrait revoir à la baisse son taux d'imposition appliqué aux marchandises importées afin d'éviter que beaucoup de personnes abandonnent les importations car personne ne peut accepter de travailler à perte (que trop d'impôt tue l'impôt). Ils demandent même que dans certains cas, le Gouvernement puisse accorder des exonérations aux membres de la diaspora qui viennent créer des emplois dans le pays car c'est la création d'emplois qui entre autres développe un pays.

5. Excellence Monsieur le Président de la République, la diaspora burundaise de Montréal est prête à contribuer intellectuellement. Elle possède beaucoup de personnes bien formées dans plusieurs domaines. Les burundais de la diaspora de Montréal n'attendent que le signal pour qu'ils viennent contribuer. Alors, la balle est dans le camp du Gouvernement, il faut les approcher. Ils ne peuvent pas s'inviter eux-mêmes. Les ambassades devraient faire ce travail de recensement des experts de la diaspora et remettre les listes au Gouvernement pour qu'il les utilise au besoin.

6. Sur la gestion déficiente de certaines entreprises publiques, le Gouvernement devrait envisager le recours aux gestionnaires étrangers qui ont fait leur preuve afin de sauver les services essentiels.

7. Excellence Monsieur le Président, les burundais de la diaspora de Montréal ont invité le Gouvernement à encourager les bonnes initiatives comme les jeunes qui

produisent de l'électricité. Il faudrait leur donner des moyens matériels et financiers pour mettre en œuvre leur savoir. C'est de cette manière que même les pays développés ont commencé.

8. Excellence Monsieur le Président, les burundais de la diaspora de Montréal constatent la problématique d'intégration des civilisations et valeurs transversales importées de l'étranger, mais qui se heurtent à un manque d'ouverture à la diversité et au conservatisme politique. D'où ils demandent au Gouvernement de promouvoir la diversité constructive, la compétence, l'expertise nationale et internationale dans un climat favorable à la compétition constructive. ***Ubwenge burarahurwa et le savoir n'a pas de frontière.***
9. Excellence Monsieur le Président, il s'observe les pertes considérables des importateurs dues à la volatilité du taux de change et les impacts négatifs de la majoration exagérée des impôts découragent l'activité économique. Les burundais de la diaspora de Montréal rappellent au Gouvernement que trop d'impôt tue l'impôt. Ils demandent également au Gouvernement d'assainir le climat des affaires pour motiver et garantir l'investissement de la diaspora et l'IDE (Investissement Direct Étranger).

Espérant une suite favorable à nos demandes, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président, l'expression de notre plus haute considération.

Pour l'OLUCOME

Sé Gabriel RUFYIRI

Président

**C.P.I à :**

-Son Excellence Monsieur le Premier Ministre avec  
les assurances de notre Très haute considération ;

**à Gitega**

- ✓ -Les Représentants de la diaspora burundaise à Montréal.

**à Montréal**